

Pour nous joindre, nous proposer un texte ou être informé.es de nos discussions mensuelles, contactez-nous par mail à editions-communes-brochures@proton.me. Vous pouvez aussi nous suivre sur notre insta [@communes.brochures](https://www.instagram.com/communes.brochures) ou retrouver nos autres brochures disponibles en ligne sur communesbrochures.noblogs.org



Du marronage au jihad

Les métamorphoses de la puissance indigène

Texte extrait du chapitre 5 du livre *La contre-révolution coloniale en France*, écrit par Sadri Khiri et publié en 2009 aux éditions la Fabrique.

Pourquoi les indigènes de France (cf, les noirs et les arabes) soutiennent-ils les Palestiniens ? Pour Sadri Khiri, il ne s'agit pas d'un simple geste de solidarité anticoloniale mais plutôt d'une manière d'affirmer son arabité et son islamité dans une République raciste. C'est proclamer à la face du blanc : « Je suis Arabe », « Je suis musulman ». Cette nouvelle forme de résistance anticoloniale, qui s'exprime sur le plan spirituel et culturel en creusant la différence culturelle, relève d'une démarche anti-intégrationniste. Bien qu'aucune organisation politique majeure ne tienne une ligne politique anti-intégrationniste (voir communautariste), la volonté d'exister collectivement en tant que musulmans en France bouscule profondément les fondements de la nation Française. Car l'islam, dans le contexte français, n'est pas qu'une croyance parmi d'autres, « l'islam est la fois identité des colonisés et l'un des signes constitutifs de la clôture raciale qui enserré une fraction de la population dans un groupe statutaire dominé ; c'est-à-dire qui les fabrique comme races sociales ». L'expansion de l'islam et la volonté des musulmans à l'égalité réelle, participe donc du brouillage des frontières raciales de la République et c'est en cela qu'on peut comprendre les politiques islamophobes comme un moyen de maintenir la domination occidentale.

Le déplacement des résistances (indigènes) a pris également la forme de l'autoaffirmation culturelle, face au racisme et à l'assimilationnisme républicains. Évoquant l'engagement dans la lutte antiraciste des militants du MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes), regroupés dans une large mesure autour de la solidarité avec le peuple palestinien, Mogniss Abdallah l'explique par le développement en Occident de la « propagande raciste antiarabe » qui a suivi « la défaite des Arabes lors de la guerre de juin 1967¹ ». On peut inverser cette proposition pour expliquer l'engouement de la jeunesse arabe en France pour la cause palestinienne. L'escalade antiarabe et islamophobe en Occident qui n'a cessé de progresser depuis les années 1980, entretenue activement par les relais politiques, médiatiques et intellectuels de l'État sioniste, incite cette jeunesse à reconnaître dans la hargne meurtrière qui s'abat contre les Arabes et les musulmans de Palestine ou d'ailleurs la même oppression raciste que celle qu'elle subit quotidiennement. Autrement dit, le soutien aux peuples palestiniens, libanais, irakien, etc., n'est pas une simple « solidarité internationaliste » comme la pratiquent certains courants de la gauche blanche radicale. Elle n'est pas, non plus, pure identification « ethnique », comme on peut le lire ici ou là. Elle est la conscience, souvent informulée, que le combat anticolonialiste des Arabes palestiniens et le combat antiraciste des Arabes en France ont un même adversaire, la domination occidentale. La Palestine n'est pas pour nous, comme l'affirme Esther Benbassa

qui rejette dos-à-dos activistes sionistes et militants propalestiniens, le substitut illusoire d'une « patrie perdue ou imaginée² ». Soutenir les Palestiniens, c'est se soutenir soi-même, en tant qu'Arabes indigénisés. Proclamer, à la face du Blanc, « Je suis Arabe ! », « Je suis musulman ! », « Je soutiens les Arabes parce qu'ils sont Arabes et les musulmans parce qu'ils sont musulmans ! », ce n'est pas essentiellement défendre une « ethnie » ; c'est dire : « Nous, les peuples victimes du racisme et du colonialisme, nous sommes unis par un destin commun. » C'est une proclamation éminemment politique. Manifester sa solidarité avec le peuple palestinien, affirmer son arabité et son islamité, s'accrocher à une culture que la République raciste veut éradiquer procèdent d'une seule et même volonté.

Je ne pense pas m'être trop écarté de mon sujet ; je voulais seulement souligner deux choses, ou plutôt trois. La première, c'est que l'engagement propalestinien des nouvelles générations indigènes est foncièrement un combat contre le racisme en France ; la deuxième, que cette solidarité, loin d'avoir régressé, constitue de plus en plus l'un des vecteurs à travers lequel la Puissance indigène se réalise comme puissance politique autonome ; la troisième, c'est que, sans en être la raison exclusive, elle est concomitante et s'identifie souvent à cette autre forme de résistance anticoloniale qui s'exprime sur les plans culturel et spirituel.

En effet, le déboîement de l'axe politique des résistances à partir des années 1990 a pris notamment la forme de l'autoaffirmation culturelle à travers le cadre référentiel

inédite. Elle décale la résistance indigène par rapport au clivage droite-gauche républicain qui lui interdisait de penser pour elle-même et de construire son autonomie politique. On pourra, bien sûr, objecter que les grandes organisations musulmanes participent aujourd'hui des dispositifs du Pouvoir blanc. Ce qui me paraît bien plus important, c'est la dynamique potentielle de la revendication musulmane. Sans conteste, la politique de la direction de l'UOIF, pour ne citer que cet exemple, vise notamment à assurer sa propre emprise sur les musulmans dans le cadre d'un partage des tâches avec l'État ; elle entrave, de ce point de vue, l'éclosion de toutes les virtualités de la Puissance indigène. Mais dans le même temps, les centaines de milliers d'indigènes qui affluent, annuellement, à la foire du Bourget font acte de résistance quelles que soient leurs motivations individuelles. Je me répète ? Il le faut. La constitution du CFCM, appareil bureaucratique de contrôle de l'islam, ne s'explique que comme réaction au potentiel déstabilisateur de la Puissance indigène. Sans concevoir clairement une politique anti-intégrationniste, les musulmans adoptent une démarche anti-intégrationniste en creusant la différence culturelle, en s'affirmant comme corps collectif et, pourquoi pas, comme « communautaristes ». Même s'il ne se dit pas en termes de contestation politique, si on ne voit pas d'immenses manifestations et des grèves de musulmans, s'il n'y a pas encore de candidats musulmans drainant des centaines de milliers de voix aux élections, l'augmentation du nombre de mosquées, de barbes et de voiles constitue un phénomène politique majeur, une défaite flagrante de

la stratégie de « beurisation » des jeunes issus de l'immigration. Cet islam procède du mouvement de consolidation de la puissance politique indigène. Éminemment contradictoire ? Oui, mais c'est le propre de toute résistance indigène (et de toute lutte des dominés). Sa signification historique n'est jamais donnée en amont, elle appartient au futur ; elle sera le fruit de l'évolution des rapports de forces. Son avenir dépendra de l'émergence ou pas d'une direction politique décoloniale.

si elle révèle quelque chose, c'est bien la crainte que les indigènes n'aspirent à une libération collective et plus seulement à une émancipation individuelle—nécessairement intégrationniste —, qu'ils ne se contentent pas d'interpeller les normes dominantes s'imposant aux individus mais en viennent à interroger les principes institutionnels de la République. Une crainte qui n'est pas d'ailleurs complètement injustifiée. Certes, aucune organisation musulmane, ou plus généralement indigène, ne revendique aujourd'hui de droits collectifs particuliers. L'égalité juridique entre individus abstraits — cette « valeur » républicaine qui masque la réalité persistante de communautés ou de groupes dotés de droits inégaux — n'est contestée par personne en tant que fondement du droit, de la citoyenneté et des institutions de l'État. Les revendications « régionalistes » apparues dans les années 1970 avaient déjà ébranlé le socle de la République nationale jacobine, « Une et Indivisible ». Nos organisations s'en défendent en revanche avec force. Par conviction intégrationniste ou pour ne pas donner des armes à l'adversaire, bien souvent les indigènes se revendiquent des principes sacrés de la République. Nombreux sont ceux qui, même s'ils sont français depuis des lustres, persistent en effet à se penser illégitimes. Ils s'interdisent le droit de discuter les « valeurs » de la France ni a fortiori de refaire la France. Seuls les « vrais propriétaires » de la France, les Français blancs, européens, chrétiens, les « souchiens », seraient en droit de dire ce qui est sacré et ce qui ne l'est pas. Nous ne pourrions, quant à nous, que revendiquer notre insertion dans les dispositifs de

l'égalité juridique (l'égalité abstraite « des chances »), tout en nous prosternant devant le drapeau français. Sauf que les « trois couleurs » ne sont pas simplement le symbole de l'égalité juridique; elles sont aussi l'affirmation de la hiérarchie des groupes raciaux. L'égalité juridique porte en elle, en même temps, l'inégalité réelle et la réelle égalité. La première comme sa forme d'existence concrète, la seconde comme virtualité politique qui suppose la négation de la première. Lorsque les musulmans réclament, dans le strict cadre de l'égalité juridique des individus, la reconnaissance de l'islam comme culture collective d'une fraction de la population, ils débordent constamment les limites de ce cadre, fondé à la fois sur la négation des intérêts de groupes, des cultures collectives et sur l'infériorisation statutaire de l'islam. En d'autres termes, si elle reste prise aujourd'hui dans les filets de l'intégrationnisme, la revendication de l'égalité juridique des musulmans recèle en son sein l'exigence de l'égalité réelle, laquelle contient la volonté d'exister collectivement, d'être représentés institutionnellement en tant que tels et de participer à la définition même de la nation. Revendication intolérable au regard de la République nationale-raciale. Lorsque les républicains s'interrogent sur la « compatibilité » de l'islam avec la République, ils avouent, tout simplement, l'incompatibilité de la République avec les musulmans.

Loin d'être, comme certains d'entre nous le pensent, une régression par rapport à la Marche de 1983, l'expansion de l'islam s'inscrit ainsi dans la continuité, à côté et en rupture. Elle porte une charge subversive

musulman. Un *jihad* commence alors pour reprendre possession de soi-même. Les motivations d'ordre spirituel, spécifiques à chaque individu, n'appartiennent qu'à lui. Il est tout à fait indécent d'y porter une quelconque appréciation. Cependant, dès lors que l'inspiration religieuse devient un phénomène collectif de grande ampleur et qu'elle a des implications politiques, il devient essentiel d'en comprendre la portée. Il est vrai que dans le cadre de la relation coloniale, et dans la mesure où elle peut exprimer un effort de réappropriation de soi à travers la quête du divin, la tension spirituelle de l'indigène n'est pas entièrement déconnectée du politique en ce qu'elle induit une collision avec les forces qui tentent d'arracher l'indigène à lui-même pour le soumettre aux normes de la République blanche. De ce fait, elle est déjà une forme de résistance à l'oppression raciale. Mais ce qui nous concerne ici, c'est la signification globale, proprement politique, du renouveau de la foi et de la pratique islamique en France. Depuis vingt ans, chercheurs et journalistes blancs — auxquels il faut ajouter les différents services de police et de renseignements — ont consacré quantité de publications et d'études à la complexité d'un « paysage islamique » français en expansion. La plupart du temps avec inquiétude et surveillance. Au mieux, ils se sont vus rassurants: les musulmans, même très pratiquants, ne sont pas méchants; ils sont en voie d'« intégration » rapide. Avec les mots empruntés au vocabulaire traditionnel de l'islam, dit encore le gentil blanc, les musulmans se contentent d'exprimer les « valeurs universelles » de la « modernité ».

Pour que la République se montre tolérante et ouverte, qu'un véritable « dialogue des cultures » soit instauré, eh bien la France n'a rien à craindre, la « cohésion nationale » sera assurée et nous cheminerons tous ensemble vers le « progrès ». Vision paternaliste dont la forme la plus caricaturale a été donnée par certains militants de gauche qui se sont opposés à l'interdiction du voile à l'école: si la République autorise les écolières à porter le voile, ont-ils affirmé en substance, elles finiront par porter la minijupe et envoyer balader leurs pères, leurs frères, leurs cousins et autres voisins machistes ! En vérité, ces Blancs qui font foi de tolérance se trompent. Non pas lorsqu'ils expriment leur confiance dans la capacité de la République à absorber individuellement les individus, mais quant à sa capacité à incorporer, dans l'égalité, comme l'une de ses dimensions constitutives, le phénomène collectif de l'islam français. Fondée sur un pacte national-racial, blanc-européen-chrétien, la République ne peut concevoir de relations avec les communautés musulmanes que sous la forme d'un rapport hiérarchisé, similaire à celui qui caractérisait les anciennes colonies. Dans cette république blanco-chrétienne, la présence massive de musulmans qui se revendiquent comme tels heurte le pacte républicain. Je le dis sans hésiter: un indigène musulman votant aux municipales pour un candidat sarkozyste qui a promis la construction d'une mosquée est un problème pour la République bien plus qu'un indigène laïc qui vote socialiste aux législatives dans l'espoir que les socialistes augmentent les

salaires. Cheveux qui se dressent sur la tête. Accusations: «Il appelle à voter Sarkozy!» Eh non, je n'aime pas trop l'UMP, figurez-vous. Ni le PS, d'ailleurs. Les deux m'insupportent. Les deux participent du Pouvoir blanc et, avec des stratégies parfois différentes, aspirent à la fois à briser nos résistances et à nous instrumentaliser dans la compétition qui les oppose. J'essaye seulement de démêler comment, à travers des médiations contradictoires, parfois aberrantes, prend forme une politique indigène.

Comme toutes les formes de résistance, forcément affectées, voire façonnées par l'oppression qui la suscite, l'essor musulman aujourd'hui en France est, certes, nécessairement ambivalent. Il se combine en outre à d'autres enjeux qui contrecarrent son potentiel subversif. Il n'est pas toujours en mesure de s'exprimer en dehors des appareils des plus puissantes organisations musulmanes françaises dont les intérêts particuliers croisent souvent les intérêts de certains États arabes – soucieux de garder le contrôle de «leur» immigration ou d'avoir un éventuel moyen de pression sur l'État français –, comme ils se mêlent aux enjeux propres d'un Pouvoir blanc, de plus en plus tenté d'utiliser les «clergés» islamiques pour préserver sa domination, à l'instar des stratégies mobilisées dans ses anciennes colonies. L'Union des jeunes musulmans (UJM), née à Lyon en 1987, le Collectif des musulmans de France (CMF), lancé en 1992, l'association des Étudiants musulmans de France (EMF), créée en 1989, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), cette grande

fédération constituée dès 1983, et tant d'autres organisations apparues ou qui se sont développées depuis la fin des années 1980 ont des projets souvent différents, voire inconciliables. Elles organisent des générations et des communautés diverses ; elles contribuent parfois à leur cloisonnement ; elles sont plus ou moins indépendantes du Pouvoir blanc ; elles cantonnent leurs activités au domaine culturel ou interviennent sur le terrain social et politique ; privilégient le compromis ou la contestation ; elles ont des références religieuses, idéologiques et politiques disparates. Cependant, dans son ensemble, la dynamique fondamentale de l'expansion de l'islam et des organisations musulmanes en France ébranle les fondements républicains et contribue tendanciellement à l'affermissement de la puissance politique indigène. Ceux parmi nous qui opposent les différents courants au sein de l'islam français entre «réactionnaires» et «modernistes» ou «progressistes», reprenant ainsi les catégories qui ont justifié la «mission civilisatrice», font fausse route. L'échelle de «valeurs» à partir de laquelle il paraît pertinent d'évaluer la démarche non pas religieuse mais politique de chaque organisation musulmane est celle qui permet de mesurer la relation, parfois paradoxale et mouvante, que cette démarche entretient avec la dynamique décoloniale. Ou, en d'autres termes, sans perdre de vue la réalité de leur enchevêtrement dans les conditions concrètes qui sont les nôtres aujourd'hui encore, c'est à partir des catégories d'intégrationnisme et de libération qu'il convient de saisir la politique des organisations musulmanes comme de tous nos espaces de résistance. La République,

d'ailleurs, en est parfaitement consciente. Que l'interprétation de l'islam prônée par les différentes institutions islamiques soit «fondamentaliste», «républicaine» ou «progressiste», selon les catégories généralement employées, lui importe moins que leurs dispositions à s'insérer dans les dispositifs de l'État et à contribuer à maintenir les musulmans «à leur place».

Ces courants, les plus politiques du moins, continuent certes de réclamer l'égalité de droit et de traitement dans une perspective intégrationniste qui s'interdit d'interroger explicitement la matrice républicaine. Ils revendiquent pour la plupart le seul droit à pratiquer leur religion comme peuvent le faire tous les autres croyants. Cependant, la dynamique de cette revendication tend constamment à transgresser les bornes républicaines. Car l'islam, dans le contexte français, n'est pas une croyance parmi d'autres. Il n'est pas réductible au seul fait de jeûner durant un mois ou d'aller en pèlerinage à La Mecque. Il est fait culturel qui bouscule profondément les fondements implicites de la nation et de l'espace public, articulés – malgré la laïcité – autour de la place de l'église ; il bat en brèche l'insertion de la France dans l'espace euro-chrétien en y faisant pénétrer un autre espace, celui du monde musulman. L'islam est à la fois identité des colonisés et l'un des signes constitutifs de la clôture raciale qui enserré une fraction de la population dans un groupe statutaire dominé ; c'est-à-dire qui les fabrique comme races sociales. La revendication de l'égalité des droits, quand bien même cette exigence s'exprime dans le langage de la République et de l'intégration,

tend ainsi à forcer les frontières raciales. Dans *Le Nouvel Observateur*, Jean Daniel écrivait en 1986 : «La France est le lieu d'un pari exaltant, celui de transformer l'islam au contact de la civilisation française»

Renan disait la même chose d'une manière plus franche : «La régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité³» C'est bien de «mission civilisatrice» qu'il est question dans les propos de l'éditorialiste de gauche ; ce même racisme qui s'exprime sur tous les tons dans les commentaires des politiques et des intellectuels français – de la plupart, hélas! – et qui perce dans l'engouement des médias pour les «musulmans modérés» et autres «modernisateurs» de l'islam. Lorsqu'ils glorifient aujourd'hui le «pari exaltant» d'un *aggiornamento* de l'islam, le but des islamophobes bien-pensants est simplement de réaffirmer la supériorité de la race blanche, de consacrer les paramètres de la «civilisation française» ou «européenne» ou «chrétienne» comme remparts contre les musulmans. Ils savent bien que le pari qui se joue dans l'émergence de l'islam en France, c'est au contraire la transformation de la «civilisation française» au contact de l'islam. Ou, plus justement, formulé en termes politiques, ce qui les inquiète est bien le brouillage des frontières raciales de la République, consécutif à l'extension de l'islam français. C'est pourquoi il faut voir dans le renforcement de la Puissance indigène, revigoré par la revendication musulmane, l'une des causes fondamentales de ces crispations sur la République, la «laïcité à la française» et la nation. De même, l'hystérie anti-«communautariste»,

3.
Ernest Renan,
La Réforme
intellectuelle et
morale, 1871.